



Center for Research and Opinion Polls
Juin 2013
Lomé, Togo

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Participation Citoyenne au Togo

Afrobaromètre est un réseau de chercheurs africains indépendants, menant une série d'enquêtes comparatives sur les opinions des Africains, et couvrant jusqu'à 36 pays pour sa 5^{ème} série (2011-2013). Il mesure les attitudes du public en matière de démocratie, évalue la qualité de la gouvernance et les performances économiques, ainsi que les opinions de l'électorat sur d'importantes questions politiques dans les pays étudiés. En outre, Afrobaromètre offre la possibilité de faire des comparaisons dans le temps, quatre séries d'enquêtes ayant déjà eu lieu, la cinquième étant en cours.

Les activités du réseau Afrobaromètre au Togo ont débuté à partir du round 5 et sont coordonnées par l'équipe de recherche du Centre de Recherche et de Sondage d'Opinions (CROP). Les travaux de terrain ont été conduits au Togo du 17 au 29 décembre 2012. L'enquête a été réalisée auprès de 1200 adultes togolais. Cette taille d'échantillon permet d'avoir des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% pour un degré de confiance de 95%.

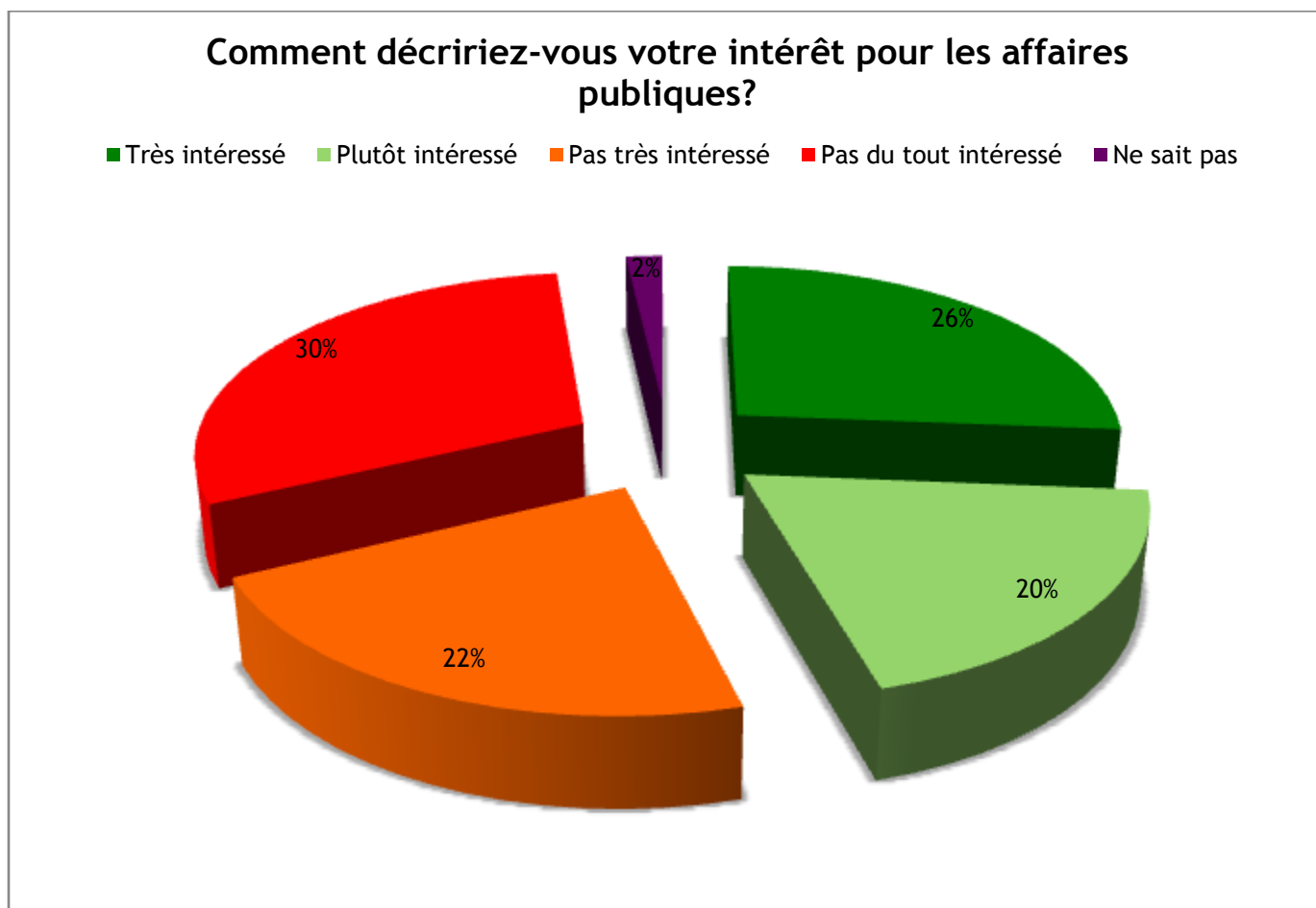
Résultats

Les citoyens par leur engagement pour les affaires publiques ont un rôle important à jouer pour la bonne marche de la société. Alors que les politiques de décentralisation deviennent imminentes au Togo, il y a très peu de débat sur le rôle des citoyens dans la réussite de ce processus. Une des critiques des grandes politiques de décentralisation est que la décentralisation crée potentiellement une capture des ressources par les élites locales et

augmenter les niveaux de corruption contrairement à ce que l'on puisse penser. Une importante variable dans la réussite d'une politique de décentralisation est le niveau d'engagement citoyen et l'aptitude des citoyens à influencer, sinon contrôler les actions de leurs dirigeants. L'enquête Afrobaromètre s'est penchée sur un certain nombre de questions relatives à l'engagement citoyen.

Un intérêt mitigé pour les affaires publiques.

Plus de la moitié de la population togolaise se dit « pas du tout intéressée » (30%) par les affaires publiques ou « pas très intéressée » (22%). Ce désintérêt n'est pas sans lien avec l'aptitude des dirigeants et de la classe politique en générale à maintenir le contact avec les réalités des différentes couches de la société. Seulement 26% des Togolais se disent très intéressés par les affaires publiques.

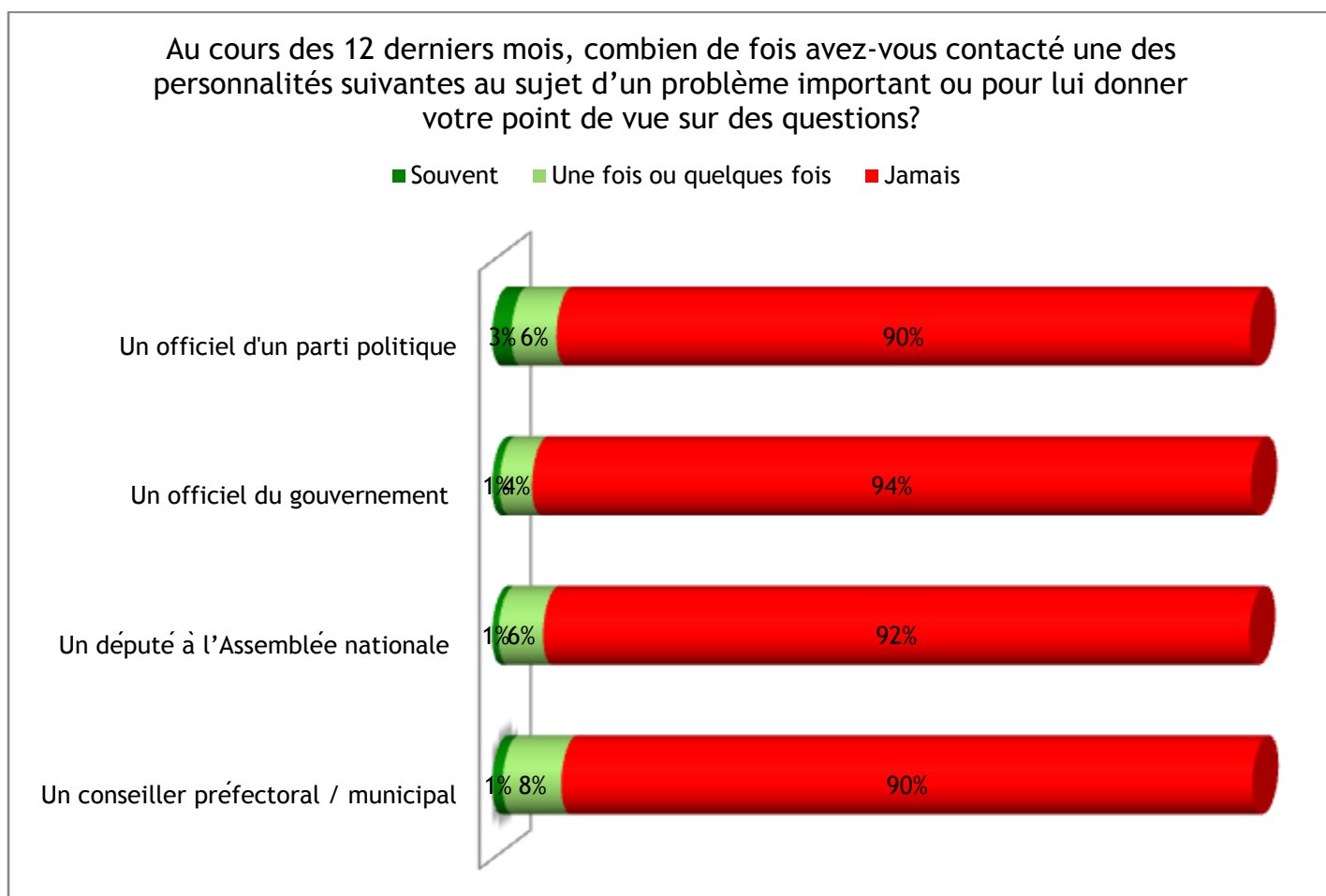


Les populations togolaises parlent moins de politique que dans bien d'autres pays africains. Une autre manière de mesurer l'intérêt pour les questions publiques est de mesurer l'intérêt que les populations portent aux débats publics et politiques. Même entre amis et familles, près de la moitié des Togolais ne parlent « Jamais » des questions politiques ! Ce chiffre est

seulement de 27% au Bénin et 32% en moyenne dans les douze autres pays africains où les données similaires sont disponibles¹.

Il y a un mur entre les citoyens et la classe dirigeante.

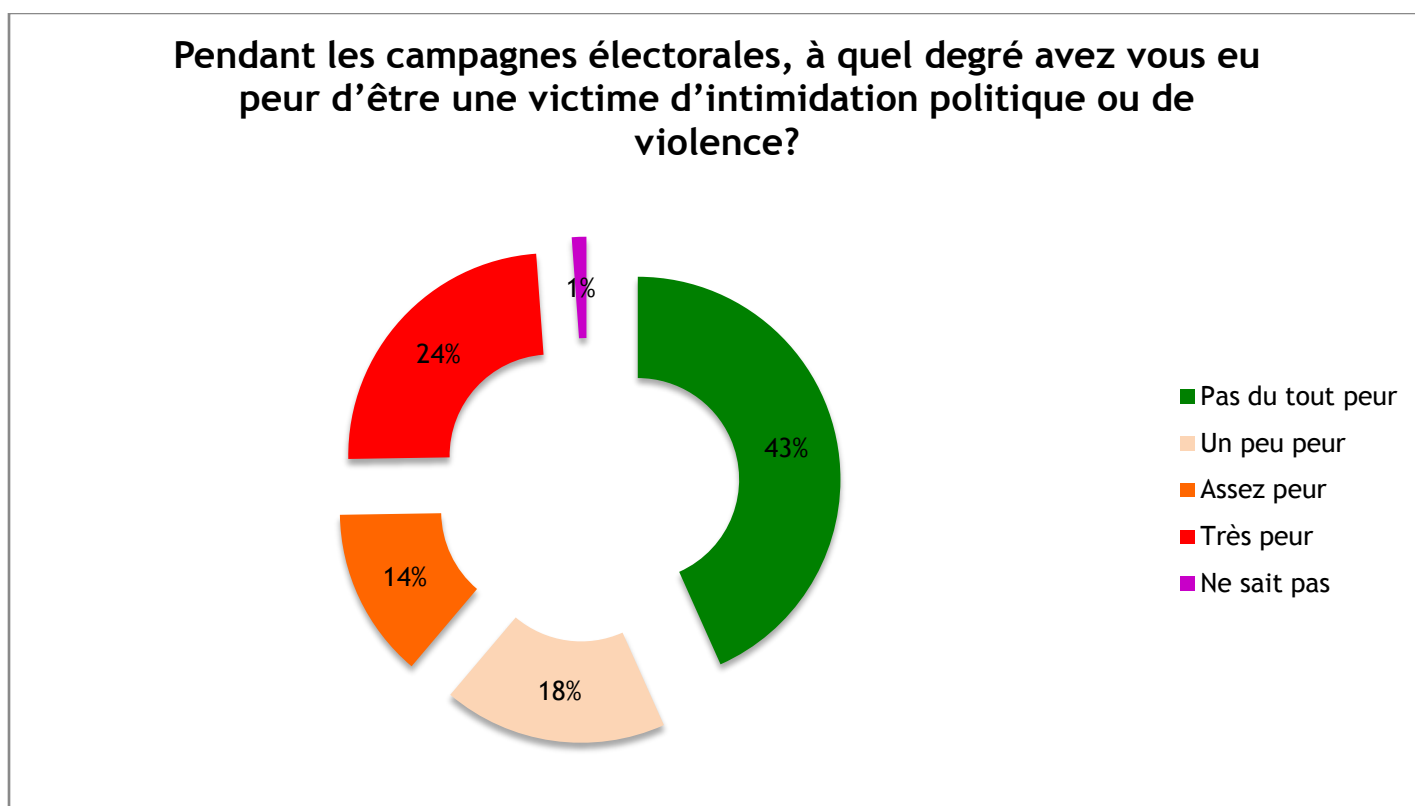
Sur les 12 mois précédant l'enquête, plus de 90% des Togolais n'ont jamais initié une prise de contact avec la classe dirigeante pour apporter leur contribution ou partager leur point de vue sur un problème important. En ce qui concerne les députés, par exemple, 92% des populations déclarent ne les avoir pas contacté. La concentration des institutions dans les capitales et le bas niveau de vie des populations sont des fois évoqués pour expliquer en partie ce manque d'initiative. Cependant, si cela était la raison principale, il y aurait une plus forte prise de contact avec les institutions locales comme la mairie et la préfecture, mais pourtant on observe les mêmes chiffres à ce niveau également. Alors que les questions relatives à la décentralisation sont de plus en plus débattues, un faible niveau d'engagement citoyen, même au niveau local, est une grande inquiétude quant à la réussite de cette politique.



¹Nous mettons ces douze pays sous la bannière de "Pays Afro". Il s'agit de : Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Liberia, Malawi, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe, et Ile Maurice.

La peur, un facteur du manque d'engagement citoyen.

Si la distance physique entre les leaders et les citoyens ne semble pas être une grande barrière, la peur de représailles est une explication potentielle. Nous avons demandé aux Togolais à savoir si particulièrement pendant les campagnes ils ont eu à avoir peur d'intimidations ou de violence. Seulement 43% des Togolais déclarent n'avoir pas du tout eu peur. Jusqu'à 38% des citoyens ont eu soit « très peur » (24%), soit « assez peur » (14%). Pour le reste, 18% des Togolais déclarent avoir eu « un peu peur ». Que cette peur soit justifiée ou pas, elle peut contribuer à créer une barrière entre les administrateurs et les administrés.



Visitez-nous en ligne sur www.afrobarometer.org et suivez-nous sur Facebook ou Twitter.

  @Afrobarometer

Pour plus d'information, contactez s'il vous plait

Center for Research and Opinion Polls

Email: administration@crop-africa.org